



Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14591 - 6 F

JEUDI 26 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Où sont les prophètes ?

NOËL perplexe pour fin de siècle incertaine. Il y a deux ans, l'Occident ébahi avait vu dans la chute du Mur la victoire de ses valeurs sur celles d'un monde finissant : la banquise communiste cédait sous les coups de la liberté conquérante. L'avenir radieux avait changé de camp.

L'Histoire - décidément sans « fin » - avait pris au mot celui qui dirigeait encore cette Union soviétique aujourd'hui défunte, Mikhaïl Gorbatchev, qui, un an avant, saluait la prééminence des « valeurs universelles » sur celles du marxisme-léninisme. Cet empire qui avait prétendu englober la Terre entière dans son projet s'est englouti dans ses propres contradictions, plus insolubles que celles du système qu'il prétendait détruire.

ET pourtant, après le temps de la stupéfaction devant la rapidité de cette décomposition, est venu le temps des interrogations, et même de l'inquiétude. Dans les pays qu'on qualifiait naguère de « démocraties populaires », l'absence de repères idéologiques, les aléas de la « transition » à la démocratie et au marché fragilisent, à peine goûtées, les libertés retrouvées ou trouvées. Il y a déjà des déçus du non-socialisme. Non qu'ils regrettent l'ordre ancien, mais l'ordre nouveau leur paraît bien lent à faire fructifier ses promesses. On voit réémerger le refoulé des décennies totalitaires : xénophobie, racisme, exaspération des différences ethniques.

L'Est s'éparpille, en quête d'une recomposition dont la Yougoslavie montre tragiquement de quelles haines elle peut s'accompagner. L'Ouest s'empêtre dans une crise économique, sociale et culturelle, qui ne peut pas tomber plus mal pour le « modèle » servi aux peuples libérés. La Russie de Boris Eltsine inquiète déjà ceux qui observent les manières de son chef et n'excluent pas une tentative autoritaire que la situation économique pourrait légitimer aux yeux de son peuple.

Quelle « espérance » offrir aux habitants d'une planète déstabilisée politiquement, rongée par la pollution, gangrenée par le chômage, meurtrie par l'incendante faim ? Quelle assurance donner que les trouvailles de la science, tout en améliorant le sort des gens, n'iront pas jusqu'à pervertir le vivant ?

TOUT n'est pas noir dans les « signes du temps » et l'on pourrait faire une longue liste des progrès de la paix, d'un processus - sûrement long - engagé au Proche-Orient à la mutation de l'Afrique du Sud en passant par le désarmement. Il n'empêche : au terme de cette année qui commença par une guerre et s'achève par les obsèques d'une « super-puissance », les « valeurs » sont à réinventer. Beaucoup trouvent dans leur foi religieuse les aliments d'une foi en l'avenir. Ils remarquent que ce qui s'est passé à l'Est a commencé dans la Pologne de Lech Walesa et de Jean-Paul II. La religion, confirmant Malraux avec un peu d'avance, a ébranlé le monde.

Ce n'est pas pour autant aux religions de redéfinir les projets de société : leur prophétisme, à trop s'enraciner, conduit aux dérives du fanatisme. La déroute des prophètes du collectivisme est avérée. La nativité qu'on escompte aujourd'hui est celle des prophètes d'un humanisme renouvelé et barrant la route au flot montant du chacun pour soi.

La démission de M. Mikhaïl Gorbatchev

- M. Eltsine hérite de la responsabilité nucléaire
- Les troupes soviétiques vont quitter la Géorgie

Six ans et neuf mois après son élection au poste de secrétaire général du PC soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev devait annoncer sa démission à la télévision le mercredi 25 décembre, à 18 heures heure de Paris. M. Boris Eltsine, le président de la Russie, devait, quant à lui, accorder ensuite une interview à la chaîne américaine CNN. M. Eltsine a indiqué que « le bouton nucléaire [lui] sera remis lorsque le prési-

dent de l'Union soviétique aura annoncé sa démission. Il n'y aura qu'un seul bouton nucléaire (...) et pour appuyer dessus, il faudra l'accord des autres puissances nucléaires » de la CEI, la Communauté des Etats indépendants qui regroupe onze des quinze anciennes Républiques soviétiques. M. Gorbatchev s'est entretenu mardi par téléphone avec plusieurs dirigeants occidentaux, dont M. Mitterrand, et leur a

demandé de soutenir la nouvelle CEI « et surtout la Russie qui joue un rôle prépondérant de locomotive des réformes ». Le président géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia, a demandé aux Nations unies d'envoyer des observateurs à Tbilissi, où des combats font rage depuis trois jours. M. Eltsine a décidé, mercredi, de retirer toutes les troupes des anciennes forces de sécurité soviétiques de cette République.

MOSCOU

de notre éhvoyée spéciale

M. Gorbatchev a évité jusqu'au dernier moment le mot « démission », mais il fut bien le seul. La « décision » qu'il devait annoncer lors d'une allocution télévisée mercredi 25 décembre était « inévitable », mais elle ne signifie pas qu'il quitte l'arène politique, a-t-il précisé à l'agence Interfax.

Son entourage et, bien sûr, son rival victorieux, Boris Eltsine, se sont en revanche chargés de mettre les points sur les i. Le président de l'ex-URSS n'aura même pas droit, semble-t-il, à une vraie cérémonie de transmission des pouvoirs. Ce qui en avait tenu lieu, a annoncé son porte-parole, Andréï Gratchev, ce fut l'entretien de huit heures lundi au

Kremlin entre MM. Gorbatchev et Eltsine. « La procédure de transmission du pouvoir n'y a pratiquement pas été travaillée, même s'il reste un peu de temps pour improviser peut-être quelques formes civilisées », a avoué mardi M. Gratchev devant la télévision russe.

De quoi donc avaient parlé MM. Gorbatchev et Eltsine ? Ce dernier, avec ses habituelles brutalité et franchise, a exposé mardi sa version devant des journalistes russes : « M. Gorbatchev voulait deux cents gardes du corps, nous avons divisé par dix et lui en laisserons vingt. »

L'ex-président aura une retraite de quatre mille roubles par mois (30 dollars au taux « touristique » du jour).

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 3



Lire aussi

- Mikhaïl Gorbatchev vu par Plantu
- L'Occident « gorbimaniaque » par CLAIRE TRÉAN
- 1985-1991 : de la perestroïka à la fin de l'URSS
- Les relations avec Boris Eltsine : quatre années de conflits et de réconciliations par MICHEL TATU
- De Lénine aux « valeurs universelles » : morceaux choisis.
- Raïssa, première « first lady » soviétique par YVES-MICHEL RIOLS
- M. Eltsine veut récupérer les sommes versées aux partis frères.
- La Russie remplace l'ex-URSS au Conseil de sécurité des Nations unies par AFSANÉ BASSIR POUR
- Géorgie : l'opposition adresse un ultimatum au président Gamsakhourdia

Pages 2 à 5

Les quatre vies de Mikhaïl Sergueïevitch

par Michel Tatu

La sortie n'est pas glorieuse, mais, au fond, il fallait cela pour parachever l'œuvre accomplie. Car si Mikhaïl Gorbatchev restera dans l'histoire comme le révolutionnaire, grâce à qui la Russie et ses anciennes dépendances rejoindront en fin de compte la civilisation mondiale et le XXI^e siècle, il n'aura pas été l'accoucheur de la société à venir, et il ne pouvait pas l'être.

Son mérite est d'avoir détruit le système ancien, et c'est déjà beaucoup. Autant et mieux que Lénine, qui, s'il avait détruit le régime des tsars et laissé lui aussi son pays en piteux état, n'aurait jamais été que l'accoucheur du totalitarisme. En attendant une éventuelle « cinquième vie » de

Cassandre, d'« opposant » plus ou moins amer et de conférencier international, Mikhaïl Gorbatchev a déjà l'occasion de méditer sur une carrière bien remplie, ascendante puis descendante, que l'on peut diviser en quatre parties de longueur très inégale.

La première vie, c'est celle de l'icône officielle d'« avant », celle du sage komsozol, de l'étudiant méritant et de l'apparatchik modèle qui va se hisser en trente ans de son village natal de Privolnoï, près de Stavropol, jusqu'au faite du pouvoir à Moscou. Même en cherchant bien, on ne trouve pas grand-chose à dire de cette période : encore aujourd'hui, la glasnost n'est pas passée par là, et d'ailleurs Stavropol et sa région sont toujours, apparemment, le

« trou » où il ne se passe rien. Cela dit, la jeunesse de « Michaïl » sera marquée par trois événements majeurs : l'occupation allemande de sa région, pendant six mois en 1942 ; la mort de Staline en 1953 notre homme est alors déjà communiste depuis une petite année ; enfin le 22^e congrès du PC en 1961, une grand-messe anti-stalinienne organisée par Khrouchtchev.

Si le père de la perestroïka n'a toujours rien dit du premier événement et peu du second, il est plus bavard à propos du dernier, qui fut sa première grande manifestation politique à Moscou (en tant que chef des Jeunesses communistes de sa région, il y participe comme délégué).

Lire la suite page 4

Jésus aux Francs-Moisins

Messe de minuit dans les cités de Saint-Denis et aux « 4 000 » de La Courneuve

par Henri Tincq

« Bien sûr, Jésus est né aux Francs-Moisins. Ici il y a des Arabes et des juifs, des Africains et des Asiatiques. Il y a des pauvres et des illettrés. » Simone n'est pas une illuminée, au contraire, c'est une « nature », sortie d'un roman de Zola. Une enfance malheureuse au pays de Germinal, puis onze ans de trottoir à Paris. A l'entendre, c'est le Christ qui est venu l'en sortir. Aux Francs-Moisins, à Saint-Denis, malgré les cages d'escalier éventrées, les voitures volées, les vitres cassées et les pneus brûlés, elle choisit de rester. « J'ai besoin de leurs couleurs pour vivre », dit-elle en parlant de ses amis immigrés. Simone a horreur de la « charité »

et milite à la CFDT et dans son église, dont elle est devenue un pilier.

Près du fameux « Carrefour des Six-Routes », des terrains vagues servent de no man's land entre la cité des Francs-Moisins - huit mille habitants dont un tiers de moins de vingt-cinq ans - et les « 4 000 » de La Courneuve, sa compagne d'infortune, qui abrite pas loin de quinze mille personnes. C'est là que, parfois, les bandes rivales des deux quartiers règlent leurs comptes. Mais, en cette nuit de Noël, une rumeur de prière domine, pour une fois, le fracas des rodéos motos, le tapage des insultes et des bagarres, quand ce n'est pas le bruit d'une fusillade.

Lire la suite page 14

La célébration de Noël dans le monde

Lire page 14 les articles de nos correspondants à Lima et à Pékin, ainsi que nos informations sur Bethléem et la Croatie. Lire également le message du pape page 18.

Le Monde EDITIONS

L'histoire va-t-elle trop vite dans l'ex-Union Soviétique ?

Bernard Guetta ÉLOGE DE LA TORTUE L'URSS de Gorbatchev

Un regard équilibré qui ne pourra que déplaire à nombre de soviétologues français.

K.S. Karol (Le Nouvel Observateur)

Son essai est l'un des mieux informés (...) Bernard Guetta est excellent (...) Belle leçon de journalisme.

Pierre Daix (Le Quotidien de Paris)

Guetta nous raconte l'URSS de Gorbatchev en en sortant le sens. Il ne s'est pas trompé. La suite l'a montré.

Jean-Marcel Bouguereau (L'Événement du Jeudi)

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le sort de la Cinq

Les neuf membres du CSA doivent décider du sort de la chaîne de télévision contrôlée par le groupe Hachette, qui est en situation de quasi-dépôt de bilan. Trois scénarios sont possibles, mais chacun présente de graves inconvénients.

Lire page 16

l'article d'ARIANE CHEMIN et YVES MAMOU

ARTS ♦ SPECTACLES

Spéculation berlinoise

Berlin, à nouveau capitale de l'Allemagne, est devenu l'objet de toutes les convoitises. La réunion de ce qui fut « vitrine de l'Ouest » et « vitrine de l'Est » pose aux architectes des problèmes complexes, qui tiennent à la façon dont, de part et d'autre, on assimile l'Histoire à la spéculation financière. Et qui, finalement stimulent la spéculation artistique.

pages 7 à 13

M0147 - 1226 0 - 6 00 F



LE DÉPART DE M. GORBATCHEV ET LA SITUATION DANS L'EX-URSS

Les relations avec Boris Eltsine : quatre années de conflits et de « réconciliations »

Si un homme a compté dans la carrière de Mikhaïl Gorbatchev, c'est bien Boris Eltsine, passé en quatre années seulement de la condition de partenaire mineur à celle de fossoyeur, tour à tour adversaire et allié, voire sauveur, sans jamais cesser cependant d'être un implacable rival.

Le « couple » s'est découvert à la fin des années 70 seulement, lorsque Boris Eltsine, nommé premier secrétaire du parti à Sverdlovsk, a l'occasion de rencontrer son collègue de Stavropol, de même âge que lui, mais plus ancien dans la fonction et à l'évidence plus « promoteur », puisque Mikhaïl Gorbatchev sera promu deux ans plus tard à Moscou. « Nos relations étaient excellentes, écrit plus tard Boris Eltsine. Gorbatchev était différent en ce temps-là, plus sincère. » Une manière de dire que les relations vont se gâter assez vite, peu après que l'homme de l'Oural est à son tour promu à Moscou, d'abord comme chef du département de la construction au comité central (en avril 1985), puis, en décembre de la même année, comme chef du parti à Moscou et suppléant du Politburo. Un premier heurt survient au début de 1987, lorsque cette toute-puissante instance réprimande Boris Eltsine pour avoir déclenché une nouvelle purge dans la capitale. « Je suis nouveau au Politburo, déclare alors le fautif devant ses pairs. Aujourd'hui on m'a donné une leçon. Elle m'est nécessaire. Je trouverai la force d'en tirer les conclusions. »

Le « grand procès » de 1987

Mais le véritable point de départ se situe en octobre 1987, lorsque le comité central réuni pour une de ses grand-messes habituelles voit soudain Boris Eltsine se lancer dans une improvisation sacrilège. Rien de comparable avec ce que l'on entendra plus tard. Mais tout de même, dans la langue de bois de rigueur, une critique des « éloges accrus décernés par certains membres du Politburo au secrétaire général », un appel à étendre la perestroïka au fonctionnement et au « style de travail » du secrétariat du parti, « en particulier à celui du camarade Ligatchev » (le numéro 2).

Bref, une véritable obscénité

dans les circonstances de l'époque, d'autant que Mikhaïl Gorbatchev, saisi pendant l'été des plaintes de l'intéressé, avait obtenu de lui qu'il ne ferait rien pour troubler les célébrations du 70^e anniversaire de la révolution d'Octobre. De fait, ce n'est qu'en novembre que le scandale éclate, lorsque Boris Eltsine, déjà condamné à huis clos par ses pairs du comité central, fait l'objet d'un procès public devant le comité du parti de Moscou. Un procès ouvert par Mikhaïl Gorbatchev, pour qui « l'intervention du camarade Eltsine est apparue dénuée de maturité politique, extrêmement confuse et contradictoire, (...) démagogique dans son contenu et son caractère ». Et le secrétaire général de dénoncer la « totale faiblesse théorique et politique » de l'ancien premier secrétaire du parti à Moscou, ses « phrases pompeuses », sa « vanité démesurée », son « discours pseudo-révolutionnaire », ses « ambitions personnelles », etc.

Fort heureusement, ce dernier des « grands procès » de Moscou ne met pas fin aux réformes, et celui qui aurait pu être le Trotski de Gorbatchev va au contraire bâtir une nouvelle carrière sur cette condamnation d'un parti en perte de vitesse. « Placardé » dans un poste de ministre, Boris Eltsine commence sa remontée à la conférence du parti de l'été 1988 : dans un geste qui évoque déjà sa « montée sur un char » du 19 août 1991, il se glisse sans être invité à la tribune et réussit à prononcer, devant les caméras de télévision, un fort discours-programme, sans oublier de demander, humblement, sa « réhabilitation » après sa condamnation de 1987.

La popularité vient aussitôt et le parti, très souvent soutenu par le secrétaire général, y contribuera plus qu'aucun autre : plus l'appareil l'attaque, plus Boris Eltsine se radicalise et mieux il se porte face aux électeurs, justement convoqués pour les premières élections de mars 1989. C'est un premier triomphe à Moscou face au candidat soutenu par le parti, et le début des problèmes pour Mikhaïl Gorbatchev, l'éternel mal-élu. Au cours de l'été 1989, Boris Eltsine s'associe à Andreï Sakharov pour fonder le « groupe interrégional » des députés, fer de lance des réforma-

teurs. L'année suivante, il accède, à la surprise générale, à la présidence du Parlement de Russie, proclame la « souveraineté » de cette République, lance une campagne sinon contre le président soviétique directement, du moins contre son premier ministre Ryjkov, déclenche contre le « centre », déjà, la « guerre des lois », puis la « guerre des budgets », enfin, au début de cette année, la « guerre des présidents ».

La « guerre des présidents »

Cette dernière guerre sera sans merci, mais de courte durée. Le président russe a-t-il commis une erreur en demandant le 19 février, devant des millions de téléspectateurs, la « démission immédiate » de Mikhaïl Gorbatchev ? En tout cas, il pousse son adversaire à en commettre une autre, puisque ce dernier répond, à Minsk, en demandant : « Qui prépare un coup d'Etat ? », y répond en disant que c'est « la droite déguisée en gauche », celle qui « rejette l'idée socialiste ». De fait, c'est un peu à cause de Boris Eltsine, en tout cas contre lui, que Mikhaïl Gorbatchev s'était allié aux conservateurs à la fin de 1990. Mais il en voit bientôt les inconvénients et change de camp aussitôt après cet éclat. La déclaration commune « russo-soviétique » du 24 avril ouvre une nouvelle phase d'entente entre les deux présidents, qui vont se ménager jusqu'au putsch.

La suite est plus connue. L'entente n'avait jamais été cordiale, le triomphe de Boris Eltsine en août allait la rendre encore plus conflictuelle. L'humiliation infligée par Boris Eltsine au captif de Foros, convoqué devant le Parlement russe pour assister à la signature du décret suspendant le Parti communiste, donc lui enlevant une première fonction, préfigurait l'aboutissement d'aujourd'hui, avec la « mise à mort » de la seconde.

Il est déjà rare de voir deux hommes politiques s'infliger de telles avanies, il l'est encore plus de voir le conflit se terminer par une telle revanche de l'un sur l'autre.

M. T.

La Russie devient membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

La Russie remplacera l'Union soviétique en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Le représentant de l'ex-Union soviétique à l'ONU a transmis, dans la soirée du mardi 24 décembre, une lettre de M. Boris Eltsine, le président de la Fédération de Russie, à M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, l'informant que, désormais, la Russie prendra le siège de l'Union soviétique aux Nations unies et assumera son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité.

Selon la lettre de M. Eltsine, cette transition à la « soutien » de la Communauté d'Etats indépendants, M. Eltsine ajoute que la Russie « respectera toutes les obligations de l'URSS selon la charte des Nations unies ». M. Yuli Vorontsov continuera à exercer ses fonctions comme représentant permanent de la Russie. M. Vorontsov a indiqué que le drapeau de la Russie a été présenté au secréta-

riat. Selon un diplomate occidental, il n'y aura pas de débat au Conseil de sécurité à ce sujet et la lettre de M. Eltsine sera transmise aux autres membres du Conseil comme « une simple information ». La transition du pouvoir se passe exactement comme l'avaient souhaité les autres membres permanents du Conseil, qui voyaient avec appréhension l'éventualité du remplacement de l'URSS par une Communauté d'Etats indépendants « avec des intérêts différents ».

La décision de M. Eltsine soulage aussi la France et la Grande-Bretagne, qui sont de plus en plus soumises à la pression de plusieurs pays, y compris le Japon, le Brésil et l'Inde, lesquels souhaitent un débat général de l'Assemblée sur la répartition des sièges permanents au Conseil de sécurité, qui sont dotés du droit de veto. Un expert américain, M. Richard Gardener, professeur à l'université Columbia, explique ainsi les appréhensions des Occidentaux au Conseil : « La chose que la France et la Grande-Bretagne, mais aussi les Etats-Unis, souhaitent éviter à tout prix est un

débat général sur une réforme de la charte des Nations unies. Celui-ci ouvrirait la boîte de Pandore... »

Les délégations intéressées par un tel débat observent que les membres permanents du Conseil ont un droit de veto parce qu'ils ont été les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale, « mais le monde a changé depuis, explique un diplomate. Les critères pour le droit de veto doivent également changer ».

La lettre de M. Boris Eltsine est arrivée tard dans la soirée du 24 décembre, alors que la plupart des diplomates étaient déjà partis pour les vacances de Noël. Mais, selon un diplomate asiatique, « la boîte de Pandore sera certainement ouverte » au sujet d'un amendement de la charte des Nations unies. Ce diplomate précise que la Malaisie, en particulier, pourrait demander l'ouverture d'un tel débat. La demande de la Malaisie serait très vraisemblablement appuyée par des pays tels que le Nigéria, l'Inde et le Japon.

AFSANÉ BASSIR POUR

Retrait des forces soviétiques de Géorgie

L'opposition adresse un ultimatum à M. Gamsakhourdia

M. Boris Eltsine, le président de la Russie, a annoncé mercredi 25 décembre, que toutes les troupes de l'ex-URSS, relevant du ministère de l'intérieur et de l'armée rouge, seront retirées de la Géorgie. Dans la capitale géorgienne de Tbilissi, les combats acharnés entre les forces loyales au président Zviad Gamsakhourdia et les partisans de l'opposition se sont poursuivis, mardi 24 décembre, autour du Parlement, pour la troisième journée consécutive.

Les forces gouvernementales ont lancé une contre-offensive sur l'hôtel Tbilissi, une place forte de l'opposition d'où les adversaires du président Gamsakhourdia, armés de pistolets-mitrailleurs à gros calibre, tiraient sur

le Parlement situé de l'autre côté de la rue. Les derniers bilans font état de 51 morts et de 176 blessés depuis le début des affrontements dimanche soir. Les forces d'opposition, comprenant notamment les unités dissidentes de la garde nationale commandées par l'ancien ministre de la défense, M. Tengiz Kitovani, ont renforcé leurs positions, mardi, autour du Parlement tandis que les troupes gouvernementales défendaient le bâtiment. Elles contrôlaient également la résidence présidentielle, située à environ 2 kilomètres à l'est du Parlement.

Selon des sources informées, l'opposition s'est emparée du relais de la télévision, mais les troupes du président Gamsakhourdia, élu à une large majorité en mai, tentaient de le reprendre. D'après des informations non confirmées, près de deux mille soldats gouvernementaux auraient commencé à arriver, mardi, en renfort à Tbilissi en provenance de l'Os-

setie-du-Sud. Mais l'opposition affirme qu'elle a érigé des barricades pour empêcher ces renforts de gagner le centre de la capitale. Alors que les combats faisaient rage dans le centre de la ville, d'autres quartiers semblaient poursuivre une vie presque normale : les habitants déambulant dans les rues où les magasins et restaurants sont restés ouverts.

Le dirigeant de l'opposition, l'ancien premier ministre, M. Tengiz Sigoua, a lancé un ultimatum au président géorgien : il lui a donné jusqu'à 8 heures mercredi matin pour se rendre, faute de quoi « les actions militaires reprendront ». Mais le président Gamsakhourdia, retranché dans les sous-sols du Parlement depuis le début des combats, a rejeté cet ultimatum, le qualifiant de « simple vantardise dont le seul résultat est un bain de sang ». — (AFP, AP.)

EUROPE

Dans leurs messages de Noël

Le président allemand et le souverain belge lancent des mises en garde contre le racisme

Un mois après les élections qui ont porté à la Chambre belge douze députés du Vlaams Blok, l'extrême droite flamande, et un du Front national, chez les francophones, le roi Baudouin a lancé, mardi 24 décembre dans son traditionnel message de Noël à la nation, une mise en garde contre la montée du racisme, nous signale notre correspondant à Bruxelles, Jean de la Guérvrière. « Dans plusieurs pays, dont le nôtre, a dit le roi, le racisme refait surface de façon inquiétante. Il n'y a pas de compromis possible avec une telle attitude,

qui nie les valeurs démocratiques et humaines fondamentales. » Le souverain avait omis de recevoir le chef du Vlaams Blok lors de ses entretiens avec les responsables des partis après le scrutin, en vue de recueillir des avis pour le choix d'un futur premier ministre.

Alors que les tractations se poursuivent pour la formation d'une coalition gouvernementale autour d'un social-chrétien francophone, M. Melchior Wathelet, le souverain a manifesté sa réprobation à l'égard des invectives échangées entre Flamands

et Wallons pendant la crise gouvernementale et la campagne législative anticipée qui l'a suivie. Appelant à « un nouveau civisme fédéral », il a exprimé le vœu que « les responsables politiques fassent preuve de sang-froid et refusent énergiquement de se laisser entraîner à toute forme de provocation ou d'arrogance envers l'autre communauté ». En Allemagne, dans son traditionnel message de Noël, le président de la République, M. Richard von Weizsacker a, lui aussi, mis ses compatriotes en garde contre les dangers du racisme. « Notre propre com-

portement envers les étrangers n'est pas une question de politique mais d'humanité et de dignité », a affirmé le président, qui a demandé aux Allemands « de ne pas recourir à la force contre les plus faibles, mais de les aider, qu'ils soient étrangers ou non. »

Dans la nuit de lundi à mardi, deux foyers de demandeurs d'asile en Allemagne ont été attaqués. Au cours du week-end, des extrémistes de droite ont agressé et blessé cinq personnes dans le pays.

Face aux troubles dans les Républiques du Caucase

Moscou propose la création d'une « force de sécurité internationale »

M. Boris Eltsine a indiqué, mercredi 25 novembre, que les troupes stationnées au Haut-Karabakh, enclave arménienne en territoire azerbaïdjanais, sont en cours de retrait.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Le président russe, Boris Eltsine, a annoncé, mardi 24 décembre, que les Républiques membres de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) avaient décidé la création d'une « force de sécurité internationale ». Cette force, qui sera composée de volontaires s'engageant sur une base contractuelle, permettra d'éviter de « s'adresser à l'ONU en cas de conflit entre Etats membres », a-t-il précisé selon Tass. Cette décision, dont aucune mention n'avait été faite à l'issue de la rencontre samedi 21 décembre d'Alma-Ata, est annoncée au moment où les conflits du Caucase ont pris une nouvelle dimension avec le retrait entamé de ces régions par les forces du ministère de l'intérieur soviétique. Celui-ci fait désormais partie, depuis le décret de Boris Eltsine publié à la fin de la réunion d'Alma-Ata, du super-ministère de la sécurité de Russie.

Quelques milliers de ces soldats servaient encore, tant bien que mal, de force d'interposition entre azéris et arméniens dans le Haut Karabakh. L'annonce de leur départ a donné lieu à une série de raids, aussi bien azéri qu'arménien, pour tenter de s'emparer de leurs stocks d'armes.

Politique de non-intervention

Une foule de femmes et d'enfants arméniens, précédant des miliciens, a ainsi pris le contrôle, le week-end dernier, du poste des forces de l'intérieur, situé à Stepanakert (chef-lieu arménien de la région) et des armes qui y étaient gardées. Moscou s'est empressé de démentir ces informations, qui fai-

saient également état de combattants azéris enrôlés par le ministère de l'intérieur azerbaïdjanais, opposés au départ des troupes soviétiques tant que celles-ci n'auraient pas remis leurs armes.

La décision de retirer des zones de conflit les forces de l'intérieur désormais « russes », avait été défendue par le nouveau super ministre russe de l'intérieur, M. Barannikov, ministre de l'intérieur de l'URSS après le putsch et qui fut en poste au ministère de l'intérieur à Bakou entre 1988 et 1990. Il s'était aussi prononcé pour un retrait des forces de l'intérieur stationnant en Ossétie-du-Sud, qu'il défend contre les attaques des miliciens de Géorgie. Aucune information sur leur retrait n'a encore été donnée et les tirs s'y poursuivaient de plus belle en fin de semaine avant qu'une partie des miliciens géorgiens n'aient abandonné le siège de Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie-du-Sud, pour prêter main-forte les uns au président Gamsakhourdia, les autres à ses opposants qui s'affrontent depuis quatre jours dans le périmètre central de Tbilissi.

M. Boris Eltsine a aussi annoncé avoir reçu un appel téléphonique du président géorgien au début des affrontements demandant son soutien. M. Eltsine a indiqué qu'il avait refusé tout en confirmant que les militaires soviétiques stationnés en Géorgie n'interviendront en aucun cas et elles ont reçu l'ordre, mercredi, de se retirer de cette République. Le chef de son gouvernement, M. Bourboulis devait se rendre en Géorgie mardi pour une médiation mais il a renoncé sans donner d'explications.

Le nouveau pouvoir de l'ex-URSS s'en tient ainsi à sa politique de non-intervention qui risque de durer jusqu'à la création, encore bien hypothétique, de la « force internationale » annoncée mardi par le président russe.

SOPHIE SHIHAB

ALBANIE : le pillage de l'aide humanitaire

« Danger : médicaments ! »

TIRANA

de notre envoyé spécial

Ce jour-là, le camion, chargé de 30 tonnes de médicaments, vêtements et jouets, fournis par le groupe Pharmaciens sans frontières de la Drôme, arrive à Tirana. Le déchargement commence à 8 heures du matin dans les entrepôts de FUFARMA, l'organisme public chargé de la gestion des médicaments en Albanie.

Aussitôt, une centaine de personnes, dont beaucoup de fonctionnaires de FUFARMA, se précipitent sur le camion pour le piller. « Nous avons tenté, pendant deux heures, de les contenir. Si nous avons pu sauver l'essentiel des médicaments, tout le reste est parti », raconte M. Serge Barbereau, membre de l'équipe de Pharmaciens sans frontières actuellement à

Tirana. Cet exemple n'est pas isolé, et tous les responsables de l'aide humanitaire à l'Albanie sont confrontés à de telles scènes de pillage. « Depuis juin, on peut estimer que 50 tonnes de nos fournitures ont été volées », estime ainsi M. Ovid Jacota, volontaire de l'organisation caritative américaine « Feed the Children ». Dans la majorité des cas, ce sont les entrepôts où sont stockées les aides qui ont été attaqués, parfois avec des conséquences dramatiques, comme à Fushe-Arrëz, où trente-huit personnes ont trouvé la mort (le Monde du 17 décembre).

Mais, de plus en plus souvent, les pilliers s'en prennent directement aux camions. Ceux-ci, obligés de s'arrêter pour une raison quelconque — arbres ou pierres en travers de la route — sont ensuite entourés par une foule de plusieurs

dizaines, voire plusieurs centaines de personnes, qui se servent. Ces pillages sont-ils le fait de bandes organisées ? Sont-ils prémédités ou, au contraire, totalement spontanés ? Les observateurs étrangers à Tirana penchent pour la seconde hypothèse. Ne faisant pas confiance à leurs dirigeants — on leur a menti pendant tant d'années — et encore moins aux responsables des entrepôts où sont stockées ces aides, vivant dans des conditions déplorables, ils ne veulent pas attendre une distribution organisée. Dans de nombreux cas pourtant, on a l'impression que ces pillages sont trop bien organisés pour être improvisés.

La question que tous les responsables de l'aide se posent aujourd'hui est très simple : comment éviter de tels débordements ? Les policiers sont peu nombreux et

trop inexpérimentés pour contenir des foules en colère et se font traiter de « communistes » dès qu'ils interviennent. L'armée est au diapason de l'ensemble du pays, les militaires sont désabusés, mal payés, malheureux.

Ce détournement de l'aide ne décourage pas les responsables des organisations humanitaires qui veulent, vaille que vaille, poursuivre leurs missions. Chacun se débrouille comme il peut et imagine des solutions de fortune. Ainsi les responsables de Pharmaciens sans frontières voudraient distribuer directement aux hôpitaux les médicaments qu'ils reçoivent, sans tenir compte des souhaits des « autorités » de Tirana. Par précaution, ils ont inscrit sur leurs camions : « ILACE PREZIK », soit « MEDICAMENTS : DANGER ! »

JOSÉ-ALAIN FRALON